

Zeitschrift: Revue historique vaudoise
Herausgeber: Société vaudoise d'histoire et d'archéologie
Band: 72 (1964)
Heft: 4

Artikel: Eléments d'une histoire des prix de 1830 à 1914
Autor: Lasserre, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-54891>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Eléments d'une histoire des prix de 1830 à 1914

Dans l'histoire du canton au XIX^e siècle, qui émerge lentement de l'obscurité, les prix et, plus encore, les salaires restent peu connus. Si M. Chevallaz, pour la période précédente, et M. Pelet¹ ont déjà donné de précieuses contributions, il y a évidemment beaucoup à découvrir. Les salaires ne seront probablement jamais connaissables en longues séries, sinon ceux des employés de l'Etat largement débattus au Grand Conseil et fixés officiellement. Pour les prix en revanche, ceux des céréales peuvent se calculer aisément sur divers marchés grâce aux mercuriales indiquées dans les journaux. Le pain, la viande de boucherie, les pommes de terre sont aussi connaissables pour des périodes plus ou moins longues. M. Pelet a patiemment relevé quelques-uns de ces chiffres de 1763 à 1872. Une étude systématique des prix alimentaires jusqu'en 1913 fournirait des éléments capitaux pour l'histoire du siècle dernier. L'abondance de la documentation permettrait de déceler les variations saisonnières, cycliques et de longue durée, soit les trois mouvements qui se répercutent si profondément, quoique diversément, sur le portefeuille de la ménagère, les revendications sociales et même les agitations politiques.

Ce travail de longue haleine devra se faire un jour. En attendant, on peut utiliser des documents plus élaborés que les mercuriales et qui donnent une vue d'ensemble du mouvement des prix. Il s'agit du résumé de la comptabilité de l'Hôpital cantonal paraissant chaque année dans les *Comptes rendus par le Conseil d'Etat du canton de Vaud sur l'administration...*, au chapitre du Département de l'intérieur.

¹ G.-A. CHEVALLAZ, *Aspects de l'agriculture vaudoise à la fin de l'Ancien Régime*, Lausanne, 1949, p. 146 sqq. P.-L. PELET, *La Feuille d'Avis miroir de l'économie vaudoise*, p. 189 sqq, dans *Deux cents ans de vie et d'histoire vaudoises*, Lausanne, 1962.

Description et valeur de la source

Les chiffres sont donnés de façon continue dès 1834 et nous les avons étudiés jusqu'en 1916 ; ils recouvrent donc partiellement la période étudiée par M. Pelet. Deux séries sont complètes : celles du prix de la *journée générale* (coût de la journée moyenne de malade et d'employé) et de la *nourriture* (calculé sur les mêmes bases). D'autres sont partielles : la dépense quotidienne de *chauffage*, dès 1840 (combiné avec l'éclairage dès 1867), de *pain, lait, viande* et *vin* dès 1876. (Dès cette date, les prix de gros de ces denrées sont également indiqués.) D'autres dépenses sont encore données, pour des périodes trop courtes (*œufs, beurre, fromage, etc.*), ou ne présentent pas d'intérêt pour notre recherche (*remèdes, coût de la journée de malade, etc.*). Nous les avons négligées.

Ces chiffres sont élaborés, c'est-à-dire que l'on ne connaît pas par eux les prix à l'étalage, mais des moyennes dont on ne distingue pas souvent les éléments. En quatre-vingts ans, les méthodes de calcul peuvent changer, ainsi que le zèle de l'administration et ses habitudes de travail. Les règles ne sont pas les mêmes pour un petit hôpital où se mêlent les détenus et la « discipline des filles », et qui ne dépasse pas les 50 000 journées d'entretien, et un grand établissement où l'on compte 265 000 journées, en 1915. On ne sait pas en particulier si les dépenses ordinaires, qui entrent dans la *journée générale*, ont toujours été séparées des dépenses extraordinaires selon des critères identiques. Et le vin ou autres ingrédients, ne les a-t-on pas placés tantôt parmi les remèdes, tantôt parmi les aliments ?

Evidemment. Toutefois, l'administration avertit souvent des changements. Et surtout elle redonne chaque année les chiffres correspondants de l'exercice précédent. En partant de l'idée qu'elle ne compare que ce qui est comparable¹, en se fondant sur les mêmes bases, on peut se hasarder à présenter de longues séries de prix et de dépenses. La loi des grands nombres joue du reste toujours mieux, au fur et à mesure que le budget se répartit sur un nombre plus grand de malades et d'employés. On peut

¹ Cette répétition permet de corriger quelques rares fautes de copie ou erreurs typographiques. Il subsiste toutefois un doute sur les scrupules des comptables : un recouplement nous a prouvé qu'ils ne comparent pas toujours ce qui est comparable.

donc admettre, avec une certaine réserve cependant, que l'on dispose d'une source de données homogènes.

Quant aux variations dans le zèle de l'administration, elles sont inéluctables. Les rapports l'avouent parfois sans ambages. Ainsi, en 1883, une hausse sur la viande peut s'expliquer par une surveillance plus stricte des fournisseurs qui ne livrent plus que du bœuf de première qualité, selon les contrats. Plus ou moins prévoyants, les directeurs ont pu faire des réserves d'une année sur l'autre, ce qui fausse évidemment les courbes de prix. Parfois nous en sommes avertis ; pas toujours. Il est par exemple intéressant de voir la panique à Cery (dont les dépenses sont aussi données) en 1914 : n'ayant pas fait de stocks suffisants, les responsables durent courir après le combustible ou certaines denrées. Résultat, la journée générale accuse une différence de 10 % avec celle de l'hôpital, particulièrement avantageuse cette année-là.

Les chiffres donnés dans les *Comptes rendus* nous indiquent les dépenses d'un ménage économique, mais qui ne peut éviter les erreurs dues à la complexité de sa direction. Cela présente des avantages et des inconvénients. Des avantages d'abord parce que, comme un ménage, l'hôpital adapte sa consommation aux prix, réduisant par exemple les quantités quotidiennes lorsque les prix augmentent, de façon à garder un budget équilibré. Les prix bruts ne donnent qu'un aperçu global et rigide des consommations. Ici nous pouvons suivre les réactions du public devant la cherté ou le bon marché.

Les inconvénients ensuite : les calculs sont fondés sur les prix de gros dont l'évolution à court terme n'est pas nécessairement la même que pour les prix de détail que connaît seule la ménagère. D'autre part, dans la *journée générale*, remèdes et soins tiennent évidemment une part considérable, alors que l'habillement ou les divertissements n'apparaissent guère : Il ne faut donc pas tirer de nos chiffres des conclusions hâtives sur l'organisation d'un budget ordinaire de ménage. Enfin, on ne peut toujours appliquer le célèbre adage statistique : « Toutes choses étant égales par ailleurs », étant donné que les bases de calcul ne sont pas toujours identiques. Nous ne disposons pas là d'une source de données toujours comparables. Il subsiste, plus ou moins selon les catégories de dépenses, un taux d'erreur probablement sensible.

Les moyennes destinées à calculer les tendances des courbes peuvent partiellement compenser les erreurs ; il ne faut pas s'accrocher aux chiffres annuels, mais plutôt s'attacher aux mouvements cycliques et de longue durée¹. Ces chiffres suffisent à dessiner une courbe tendancielle. En les comparant à certains prix parisiens (viande de bœuf et pain), on constate du reste le même parallélisme que M. Pelet avait déjà signalé pour le blé². Nous pouvons en conclure que, bon an mal an, les dépenses de l'Hôpital cantonal méritent une étude, surtout si l'on étale les chances d'erreurs sur plusieurs années grâce à la méthode des moyennes mobiles.

La journée générale

Le coût individuel de la journée générale (voir graphique I) comprend, dit le rapport pour 1883, « toutes les dépenses ordinaires de l'année... absolument tout ». Le total de ces dépenses se divise par le nombre de journées de malades et d'employés. Quand le nombre des patients diminue, comme en 1870, le coût par tête augmente nécessairement, ce qui oblige à une certaine circonspection dans l'interprétation de la courbe³.

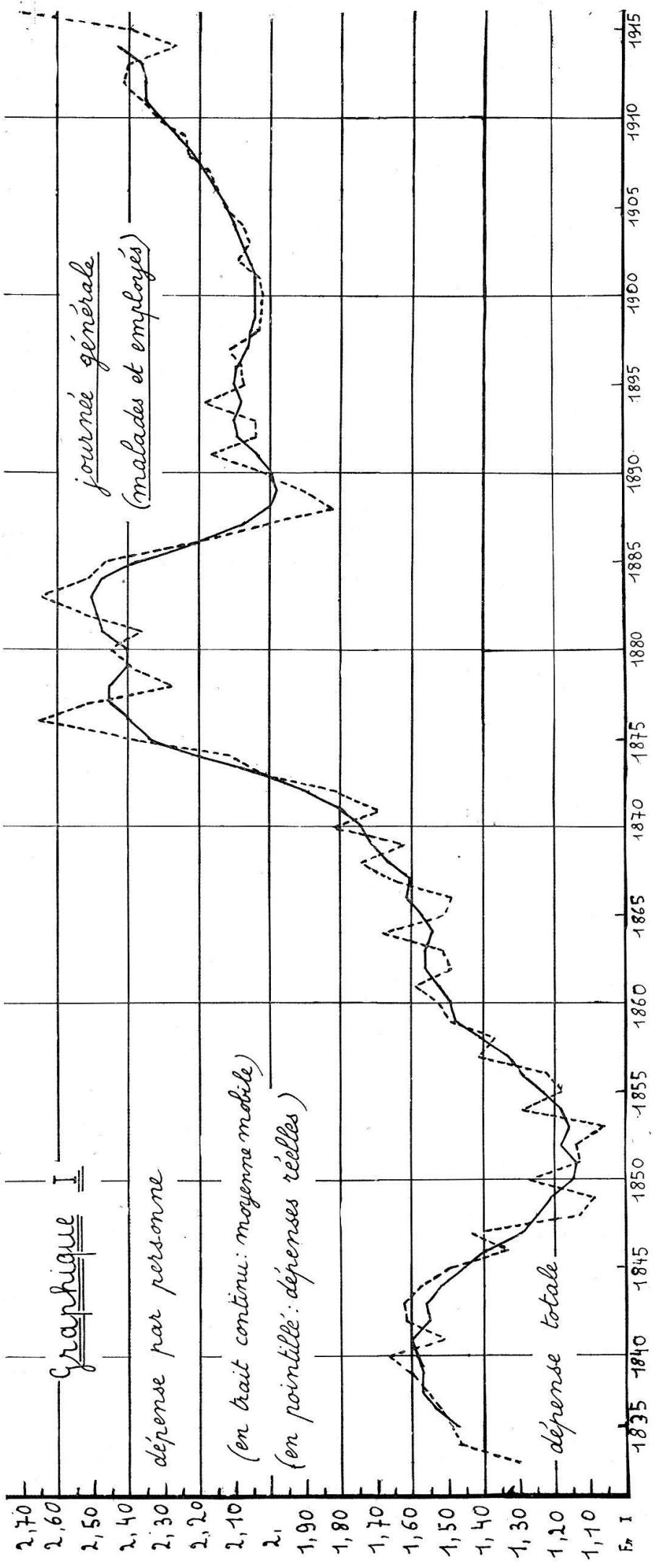
Nous présentons ici, à côté des coûts réels, une courbe calculée selon la méthode des *moyennes mobiles* : les prix de l'année indiquée en abscisse sont la moyenne des prix d'une période de cinq ans dont la dite année fait le milieu. Pourquoi cinq ans ? Certains stocks ont duré probablement jusqu'à deux ans, modifiant ainsi les prix calculés par l'hôpital sur trois années, celle d'achat et les deux suivantes⁴. Ce mode de calcul n'élimine pas assez les chiffres extrêmes, mais porte sur une période assez longue pour

¹ En 1857-1858, par exemple, les dépenses de la *journée générale* sont plus élevées qu'en 1856 à cause de la réparation des façades, alors même que les produits alimentaires ont baissé. Mais, en 1859, la hausse de ces derniers provoque une augmentation des dépenses globales. Les moyennes mobiles permettent d'atténuer la portée de ces incidents, d'amortir des cahots parfois inexplicables.

² Voir J. FOURASTIÉ, *Documents pour l'histoire et la théorie des prix*. Paris, s.d., t. I, p. 41 et 78 sqq.

³ Nous avons converti les prix d'avant 1849 en nouveaux francs suisses au taux de 1 rappé = 1,45 ct. et 1 franc ancien = 1,45 fr. nouveau. Dès 1911, on compte dans les journées d'employés celles du personnel qui émarge réellement au budget, et non plus seulement des employés nourris. Cela n'influe apparemment pas beaucoup sur la courbe.

⁴ C'est ce qu'on peut inférer de la hausse consécutive à la guerre, qui ne devient vertigineuse qu'en 1916.



donner une image pas trop désordonnée des mouvements cycliques.

Quels cycles peut-on déterminer ? Le premier se termine en 1851-1852 et semble avoir commencé vers 1834. Il correspondrait au cycle des prix moyens bas relevé par M. Pelet pour le blé. Nous hésitons à le faire commencer comme lui en 1832, car les prix de cette année-là ne s'inscrivent pas dans la tendance de la courbe et surtout parce que nous manquons de données suffisantes avant 1834. A part ces dépenses encore assez basses comparées aux moyennes suivantes, il ne faut pas chercher de concomitance avec les prix du blé. Au contraire, notre cycle est concave, celui du blé, convexe. En d'autres termes, même dans un pays agricole, le blé n'a pas d'influence déterminante sur les dépenses quotidiennes, ni même sur celles de la nourriture.

Un deuxième cycle irait jusqu'en 1889. La période la plus caractéristique s'étend de 1871 à 1889, avec une rapide hausse culminant en 1876 à 2 fr. 65, maximum absolu jusqu'en 1915¹. Un nouveau cycle, peu marqué, s'engage alors, avec une hausse assez régulière, toujours plus accélérée dès 1900. Dès 1912 s'amorce cependant une baisse que vient stopper la guerre². Pas plus qu'avant 1850 ne s'affirme ici de concomitance avec le blé (dont on connaît les prix, en France, seulement depuis 1872, mais dont M. Pelet a démontré le parallélisme aux prix vaudois)³.

On compterait ainsi de 1834 à 1914 trois cycles de vingt à trente ans environ, dont le deuxième est le plus caractéristique par ses fortes amplitudes, vers la hausse d'abord, puis vers la baisse. Toutefois, les dépenses quotidiennes descendent moins qu'elles ne sont montées.

C'est du reste l'impression générale que donne la courbe : une tendance à la hausse. Il serait hardi, étant donné la brièveté de la période considérée, de préciser trop cette hausse, sa pente ou même son début. Bornons-nous à constater que notre ménage

¹ La hausse de 1875 s'explique par le déménagement des malades de l'ancien hôpital dans le bâtiment provisoire du Champ-de-l'Air. Les dépenses que cela entraîne se répercutent fortement sur la *journée générale*, car on doit renvoyer plusieurs malades. En 1876, en revanche, la hausse des prix alimentaires suffit à expliquer l'augmentation.

² Dès 1893 les « recettes des dépenses » n'étant plus déduites, la *journée générale* est légèrement plus chère : 2 ct. en 1893.

³ *Op. cit.*, p. 213.

doit faire face à des dépenses plus élevées. Pour quelles raisons ? Se soigne-t-il mieux grâce à une élévation du niveau de vie ? L'argent a-t-il perdu de sa valeur ?

La nourriture

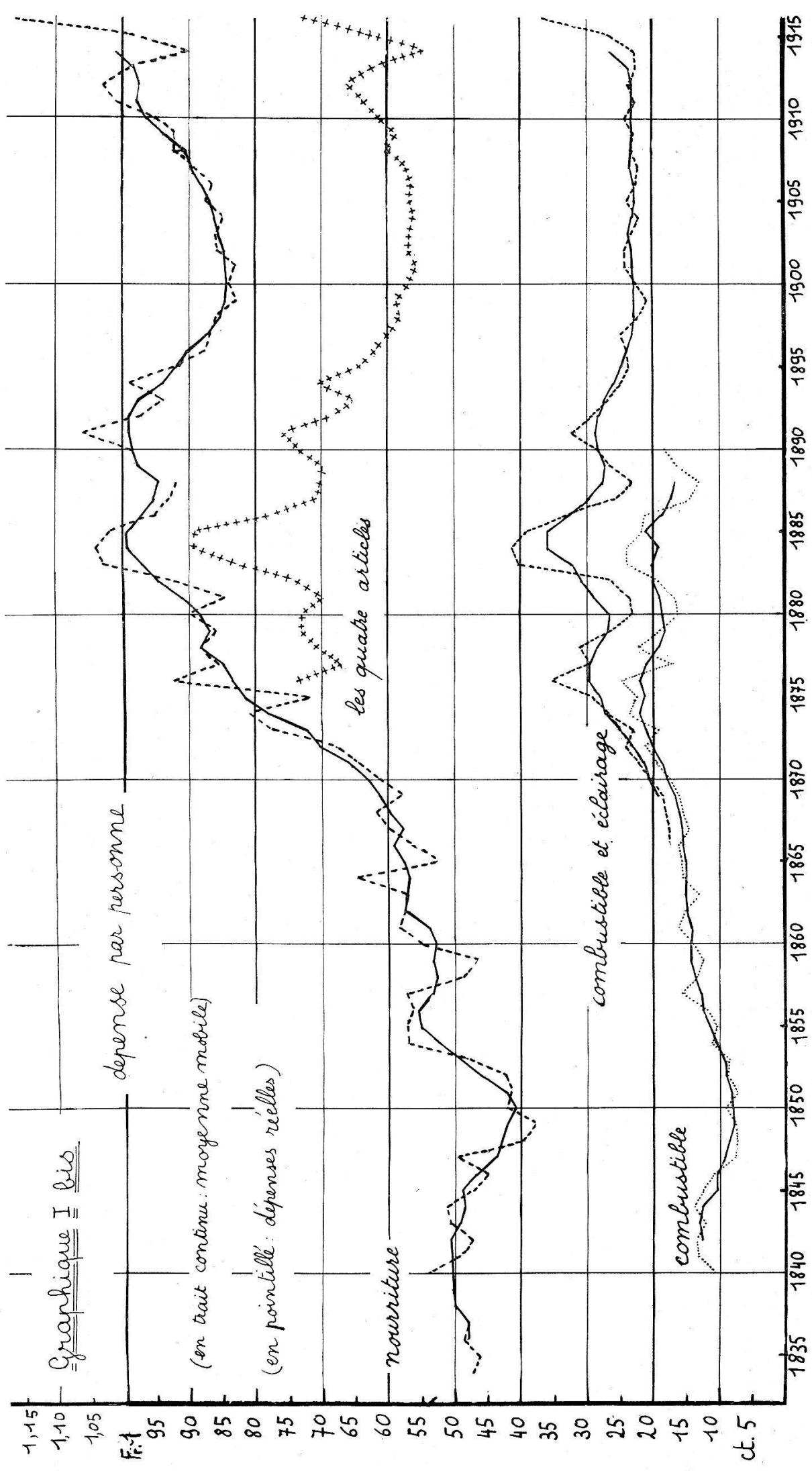
Ici encore, nous utilisons la méthode des moyennes mobiles, quoiqu'elle soit moins adéquate que pour la journée générale : si le vin ou les pommes de terre se conservent d'une année à l'autre, ce n'est plus le cas de la viande ou du pain.

La tendance de longue durée (voir graphique I bis) est sensiblement la même que pour la journée générale : vers la hausse ; les dépenses alimentaires sont plus souvent orientées vers l'augmentation que vers une diminution. Après les ascensions, les prix redescendent moins bas qu'à leur point de départ.

Les cycles ne correspondent pas cependant à ceux de la journée générale, sauf pour le premier cas où les dates terminales correspondent, et probablement aussi les dates initiales. Ensuite, on n'aperçoit plus de concomitance aussi précise : le deuxième cycle ne se termine pour la nourriture qu'en 1899-1900, au lieu de 1889 (dont le chiffre manque du reste) ; les plus hauts prix se situent en 1891 et non en 1876, où le budget alimentaire avait dû toutefois enregistrer un rude coup. Le troisième cycle, encore moins caractéristique que pour la journée générale, se termine aussi en 1913... faute d'avoir pu continuer la baisse qui s'accentue jusqu'au début de la guerre.

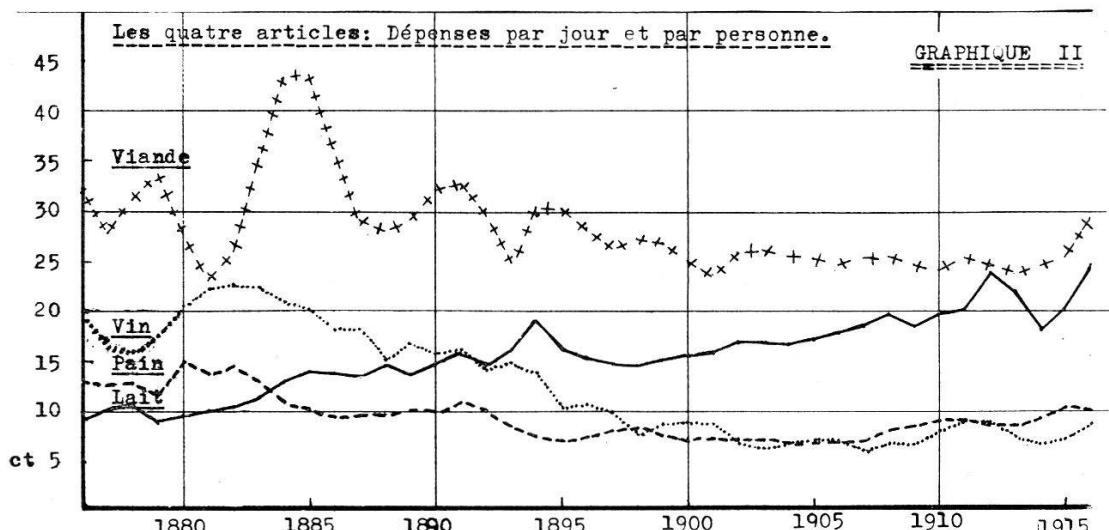
Il faut s'étonner d'autant plus de ces différences que, dans la journée d'hôpital, la nourriture compte toujours davantage, surtout lors des pointes de prix, et que la part des dépenses afférentes à l'alimentation charge toujours plus l'ensemble du budget : moins d'un tiers en 1836 ou 1843, par exemple, et plus de 40 % en 1891, 1907 ou 1911, années prises au hasard. En d'autres termes, les dépenses alimentaires augmentèrent plus fortement que toutes les autres dépenses réunies (salaires, remèdes, bâtiments, etc.).

Ce qui est valable dans un hôpital, où les soins toujours meilleurs coûtent toujours plus cher, vaut à plus forte raison dans un ménage ordinaire. Encore faut-il savoir si ces dépenses plus lourdes de nourriture correspondent seulement à une hausse des prix ou également à une amélioration du régime.



Les quatre articles alimentaires de base

Les comptables de l'hôpital accordent une importance prépondérante à quatre produits alimentaires : le pain, le vin blanc, le lait et la viande (il s'agit du bœuf, la charcuterie étant comptée à part). Avant 1876, ils n'ont malheureusement pas jugé utile de citer ces chiffres. Après cette date, ils indiquent à la fois les prix de gros et les consommations journalières par tête (malades et employés). On peut donc facilement calculer les dépenses moyennes effectives pour chacun de ces produits. Etant donné la brièveté de la courbe, des moyennes mobiles ne se justifiaient guère : les graphiques II et III concernent donc exclusivement les chiffres absolus¹.

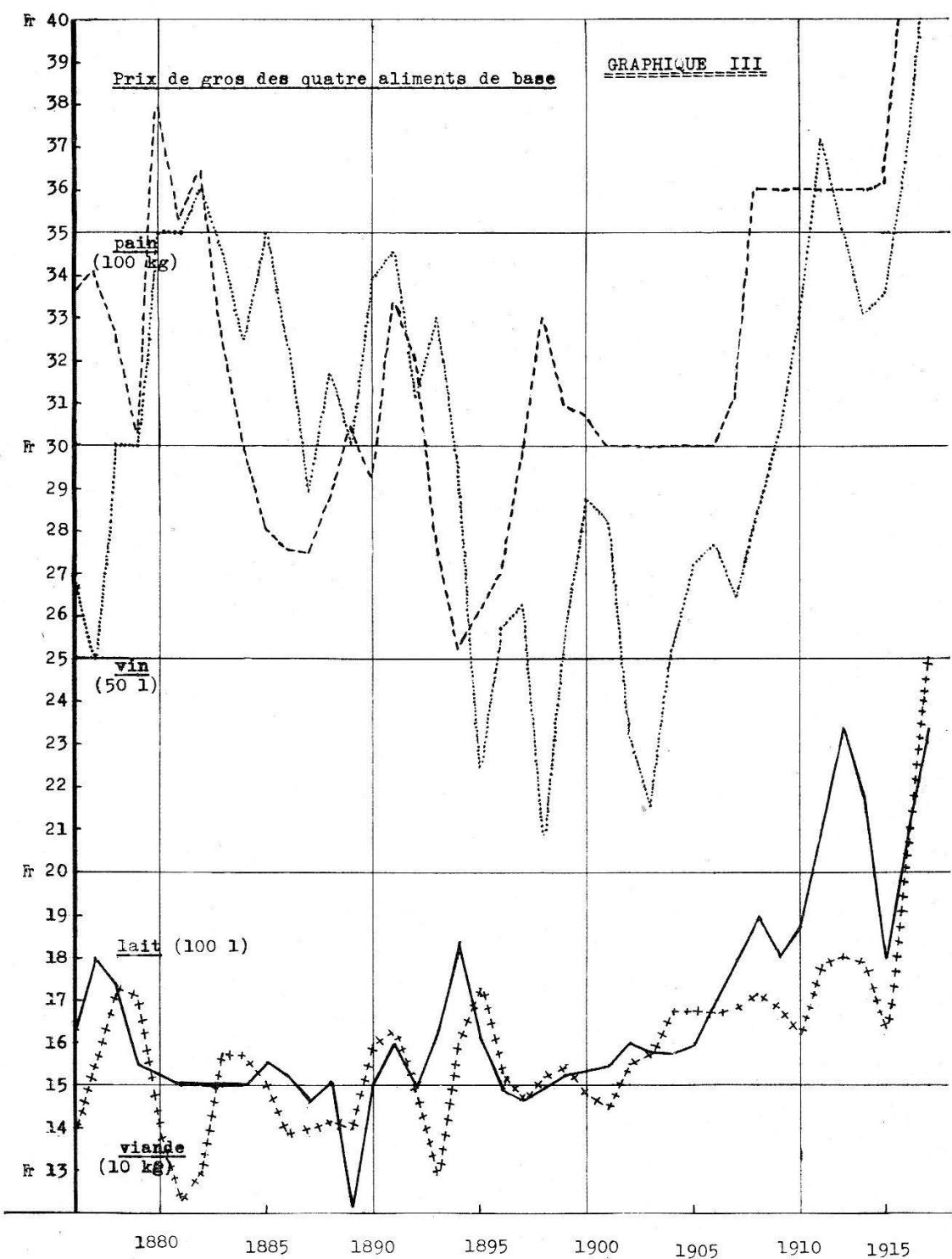


A première vue, les courbes paraissent anarchiques : le lait et le vin surtout sautent perpétuellement d'un bout à l'autre de l'échelle : de 1889 à 1894, les prix du lait bondissent de 14 fr. 70 à 18 fr. 40 les 100 l. pour redescendre deux ans après à 14 fr. 90 (les 100 kg. de fromage passent en même temps de 118 fr. à 155 fr. et 130 fr.). Le vin, à cause de vendanges évidemment irrégulières,

¹ Pour simplifier la présentation des courbes, nous avons réduit les prix de la viande aux 10 kg. (au lieu de 100), du vin aux 50 l. (au lieu de 100). L'hôpital n'indiquant les dépenses quotidiennes que pour la période 1883-1890, nous les avons recalculées de 1876 à 1916 (pour avoir des données homogènes) en fonction des consommations journalières en grammes et des prix de gros.

connaît des variations encore plus brutales, perdant par exemple près des trois cinquièmes de valeur de 1893 à 1895.

Pour le lait, on peut relever une tendance à la hausse, avec des pointes de prix toujours plus élevées et des chutes toujours moins basses. Nous avons étudié ailleurs quelques causes pro-



bables de cette orientation des prix et, accessoirement, des variations annuelles¹.

La courbe du pain ne manque pas d'intérêt : dans l'ensemble, elle paraît plutôt orientée vers la baisse, sauf dès 1906. Elle acquiert surtout une étonnante régularité dès 1899. A la place d'une anarchie désastreuse pour le petit consommateur, elle se stabilise à des niveaux assez durables. A comparer avec les prix au détail à Paris², on constate jusqu'en 1899 un remarquable parallélisme, avec parfois de curieux décalages d'un an dans un sens ou dans l'autre. Après cette date, à un niveau inférieur, les prix parisiens continuent à varier fortement dans une hausse tendancielle, alors que le Vaudois peut compter sur plus de régularité.

La viande, enfin, s'approche tendanciellement du lait, avec des variations moins violentes d'amplitude. Les prix s'orientent vers la hausse, mais les secousses diminuent. L'onde des prix s'affaiblit progressivement. Sans doute, le consommateur doit-il réserver toujours plus d'argent pour son bœuf, mais il a toujours moins à redouter ces terribles à-coups qui perturbent dangereusement les budgets. Le bœuf à Paris suivrait presque une évolution inverse, avec des variations toujours plus anarchiques comparativement aux prix vaudois³.

En comparant entre elles les courbes des dépenses journalières et des prix absolus, on parvient aux résultats suivants : aucun parallélisme évident ne se manifeste ; les variations de prix s'amortissent visiblement par des variations de consommation. Les accidents brutaux se répercutent parfois, sans doute : la baisse de 1881 ou les hauts prix de 1883-1884 (viande) se reflètent dans les dépenses journalières, mais les hausses plus violentes de 1878 ou de 1895 n'ont qu'un effet adouci, parce que l'hôpital a réduit les consommations. De même pour le vin, où la régularité de la courbe est frappante. A cela se mesure l'habileté du comptable ou de la ménagère, la possibilité d'adaptation n'étant pas *a priori* plus grande pour l'un que pour l'autre.

Mais il faut chercher une autre explication : l'évolution des goûts ou des niveaux de vie ; sur les quatre articles considérés,

¹ A. LASSEUR, *Eléments de formation des prix il y a cent ans*, dans *Revue historique vaudoise*, t. 71 (1963), p. 37 sqq.

² FOURASTIÉ, *op. cit.*, p. 80 sqq.

³ *Ibid.*, p. 41 sqq.

trois se consomment en quantités toujours plus réduites. La baisse n'est pas régulière, mais pourtant caractéristique. Surtout pour le pain et le vin, qui chargent de moins en moins les budgets alimentaires. Un changement se dessine en particulier en 1883, quand des produits considérés comme remèdes passent dans la nourriture quotidienne. Signe de l'amélioration progressive des menus (les quatre articles diminuent ensemble de 10 %, la nourriture, de 2 % seulement). La viande elle-même, le plus onéreux des quatre articles, qui fait à elle seule près de la moitié des dépenses au début, les modifie de moins en moins au fur et à mesure que sa part s'estompe. Le lait, en revanche, prend une place prépondérante : environ un quart du budget au commencement, près d'un tiers à la fin, nonobstant les augmentations de prix. Les esprits inquiets pouvaient s'en chagriner¹, mais tant mieux pour les malades, si le pain et le vin font place au lait. Ou même au fromage, qu'on cesse de réservier exclusivement au personnel dès 1883. On ne sait en revanche pas pour quels arguments diététiques le bœuf se consomme moins. A en croire les observations déjà citées faites en 1876, le grand public ne suivit pas la même tendance, au contraire.

A comparer enfin les quatre articles aux dépenses alimentaires globales, l'impression se confirme : leur rôle s'estompe. En 1877, par exemple, ils occupent encore environ les quatre cinquièmes des frais de nourriture ; en 1914, les trois cinquièmes environ. En 1883-1884, les hauts prix de la viande se répercutent dans l'ensemble de la consommation ; ceux de 1895 restent sans effet : il y a un étalement d'autant plus facile que les menus se diversifient. La courbe des quatre articles et celle des prix alimentaires suivent la même tendance, mais en s'éloignant progressivement l'une de l'autre.

Nous pouvons ainsi répondre déjà à l'une des questions posées au début : le malade se nourrit mieux, bénéficie d'une alimentation plus saine et plus variée. Le prix des denrées ne joue même pas dans ce progrès un rôle déterminant puisqu'on ne lésine pas sur des produits comme le lait, par exemple, malgré les hausses parfois spectaculaires de l'avant-guerre.

¹ Voir *Revue historique vaudoise*, article cité.

Peut-on passer de là au niveau de vie de la population en général, ou bien le progrès se limite-t-il aux régimes surveillés par les médecins ? Il en va certainement de même dans les ménages. Nous l'avons déjà signalé pour le lait. L'hôpital dépense plus pour la nourriture des malades alors qu'il est surveillé de près par l'Etat et les commissions parlementaires, dans un canton où l'administration n'a jamais affiché une générosité superflue ; n'oubliions pas non plus que les soins hospitaliers ressortissaient aux secours publics. L'Hôpital cantonal suivait simplement le courant général d'amélioration du niveau de vie offrant aux indigents ce que la moyenne de la population s'offrait à elle-même¹.

Chauffage et éclairage

La courbe des dépenses quotidiennes de combustible et de luminaire (voir graphique I bis) présente l'intérêt de nous révéler l'évolution de produits industriels. C'est même les seuls de ce type dans les comptes de l'hôpital, les autres (remèdes ou blanchissage et lingerie) n'offrant pas de données utilisables².

Ici plus qu'ailleurs, les moyennes mobiles se justifient : les combustibles se conservent facilement. Telle ou telle des installations variées (séchoirs, buanderies, bains chauds...) fonctionne souvent mal, consommant trop de bois ou de charbon. Il importe donc d'étaler ces mauvais rendements sur quelques années, ne serait-ce encore que pour compenser aussi les brusques baisses de prix consécutives aux réparations et aux nouvelles installations. Les moyennes éliminent certes l'influence des hivers rigoureux, mais il est difficile d'en tenir compte, car ils n'influent pas nécessairement sur les dépenses globales : durant celui de 1894-1895, par exemple, les achats et façons de bois passèrent à 12 600 fr. (+ 4500 fr.), mais au total on dépensa 4500 fr. de moins dans l'ensemble de l'année (39 200 fr. au lieu de 43 700 fr.).

On constate ici un mouvement similaire à celui de la nourriture : un premier cycle s'achève vers 1850, un deuxième vers

¹ L'économie de l'hôpital signale à plusieurs reprises une amélioration de l'ordinaire, même s'il en coûte davantage : en 1864, 1870, 1883, 1884, 1887.

² Nous avons recalculé les dépenses quotidiennes par tête de 1877 à 1881, le *Compte rendu* ne les ayant pas données. Nous arrivons à des résultats un peu différents de ceux des comptables, ainsi que nous l'indiquent des recouplements. Mais nous ignorons l'origine de ces différences.

1900 et ensuite une ligne remarquablement régulière jusqu'à la guerre. L'ensemble s'inscrit dans une hausse, particulièrement nette pour l'éclairage, moins sensible ou même inexistante pour le chauffage. Et pourtant l'administration s'efforce de limiter les dépenses, installant des régulateurs pour le gaz dès 1876, ou une usine électrique en 1894 (les dépenses d'électricité passent de 14 000 fr. à 8000 fr. d'une année à l'autre, mais celles de houille augmentent de leur côté). La hausse de 1875-1885 provient essentiellement du passage de l'ancien au nouvel hôpital. Un chauffage mieux organisé et surtout l'installation de l'électricité pour les malades (le personnel continue à s'éclairer aux bougies !) coûtèrent beaucoup plus cher que par le passé, jusqu'à ce que l'expérience permit un usage plus rationnel. Il s'agit donc ici d'une hausse fortuite, sans relation avec le mouvement des prix (c'est regrettable, car il aurait été intéressant de voir si le renchérissement général avait aussi touché ce secteur, de type industriel).

Dans ces conditions, il faut éviter de parler d'une baisse du pouvoir d'achat de la monnaie : les gens se chauffent et surtout s'éclairent mieux en 1910 qu'en 1840. La part du budget consacrée à la lumière augmente plus sensiblement que celle du combustible, mais les deux réunis n'occupent qu'un dixième des dépenses totales en 1900-1913, contre un douzième entre 1850 et 1865. On aurait pu s'attendre à ce que les prix appartenant au secteur « secondaire », ayant bénéficié de la révolution industrielle, eussent pesé moins lourd dans la *journée générale*, si marquée par le secteur « primaire » de l'alimentation. En réalité, entre un dixième et un douzième, la différence n'est pas considérable, d'autant plus que le bois (produit non industriel) joue un rôle important et que l'amélioration considérable compense largement la légère augmentation dans le total des dépenses.

Conclusion

La comparaison de ces quelques courbes révèle dans ces trois quarts de siècle une tendance à la hausse dans les prix et les dépenses ; dans plusieurs domaines : l'alimentation, le chauffage et l'éclairage, sans parler des salaires, de la lingerie, des frais d'entretien et autres charges ordinaires qui alourdisSENT les budgets.

D'une année à l'autre, les dépenses varient passablement et il y a quelques hausses gênantes pour les consommateurs. Dans le dernier quart du siècle, les prix montèrent étonnamment haut, dans tous les secteurs connus ici. Le passage de l'ancien hôpital dans un bâtiment provisoire puis, en 1883, dans l'établissement définitif explique partiellement cette augmentation, les comptables le disent clairement. Mais ils ne cachent pas non plus que la baisse de 1886 provient à la fois d'une administration plus méticuleuse et d'une diminution des prix. Il s'écoula bien durant quinze à vingt ans une période maudite, surtout en dehors du chauffage et de l'éclairage.

Cette hausse tendancielle correspond sans doute à une diminution dans le pouvoir d'achat de la monnaie. Mais il faut plutôt retenir le facteur de l'élévation du niveau de vie. La nature de la documentation oblige à la prudence, mais, même en l'absence de données quantitatives rigoureuses, la conclusion s'impose. Elévation probablement modeste, mais réelle.

On trouvera peut-être cette conclusion médiocre. C'est le propre des analyses statistiques, surtout quand on ne peut les pousser très loin, comme c'est le cas ici. Il est surtout évident que ces quelques constatations ne prendront leur véritable sens que si on peut rapprocher de ces courbes des séries parallèles de salaires et de traitements. Alors seulement l'histoire sociale et même l'histoire politique de notre canton s'éclaireront d'une nouvelle lumière.

ANDRÉ LASSERRE.